

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire  
2 avenue Grüner - Allée C  
42000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 18 août 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ORANO MINING (ex. AREVA NC)**

1 place Jean Millier  
92400 Courbevoie

Références : UID4243-DSSP-023-0313

Code AIOT : 0006107000

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 6 juillet 2023 dans l'établissement ORANO MINING (ex. AREVA NC) implanté St Priest la Prugne 42830 Saint-Priest-la-Prugne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée au titre du plan pluriannuel de contrôle qui prévoit une visite annuelle. Elle a été l'occasion de contrôler le respect des arrêtés préfectoraux pris en 2022 pour lesquels l'échéance d'application n'était pas échue lors de la visite 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ORANO MINING (ex. AREVA NC)
- St Priest la Prugne 42830 Saint-Priest-la-Prugne
- Code AIOT : 0006107000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site comprend actuellement :

- une ancienne mine d'uranium (1 partie souterraine, 1 partie à ciel ouvert) ;
- une digue créant un bassin de stockage des résidus de traitement du minerai (1,3 millions de tonnes) ;
- une zone de stockage des produits de démolition de l'ancienne usine de traitement du minerai d'uranium (située dans une zone délimitée de l'ancienne mine à ciel ouvert) ;
- une station de traitement d'épuration gérant à la fois les eaux de la mine à ciel ouvert et les eaux de fuite de la digue.

La digue crée un bassin de stockage de résidus produits par l'usine de traitement du minerai d'uranium (partie fine des résidus), dans lequel les résidus sont maintenus sous 2 m d'eau minimum.

Les résidus de traitement ont été mis en place de 1959 à 1980. Les résidus de traitement correspondent à la fraction de la roche rejetée après extraction, par procédé chimique, de la plus grande partie de l'uranium. Ces résidus contiennent essentiellement les radionucléides appartenant aux deux familles de l'uranium (U238 et U235). Radioactivité : 792 Tbq d'activité totale ; 75 Tbq d'activité Ra 226.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Plan pluriannuel de contrôle et respect des arrêtés préfectoraux pris en 2022

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Cette inspection a fait l'objet le même jour d'une visite d'inspection du service PRNH de la DREAL. Son rapport est joint au présent rapport.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	bilan environnemental annuel	AP Complémentaire du 28/06/2022, article 2.8.1	/	Sans objet
6	mesures comparatives	AP Complémentaire du 28/06/2022, article 4.5.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	étude hydrogéologique	AP de Mise en Demeure du 14/06/2022, article 1	/	Sans objet
2	dépôt du dossier d'autorisation environnementale	AP Complémentaire du 28/06/2022, article 1	/	Sans objet
3	consultation des propriétaires	AP Complémentaire du 28/06/2022, article 2	/	Sans objet
4	prévention du risque de débordement	AP Complémentaire du 28/06/2022, article 6.4.3	/	Sans objet
7	rejet dans le milieu naturel	AP Complémentaire du 28/06/2022, article 4.4.2.1	/	Sans objet
8	mesure de maîtrise des risques	AP Complémentaire du 28/06/2022, article 7.1.3	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Une partie de l'inspection a été dédiée à l'avancement du projet de réaménagement pour lequel il a été prescrit la remise d'un dossier d'autorisation environnementale. Un des enjeux est le futur tracé de la Besbre et la nécessité ou non que son lit soit sur des parcelles dont Orano ne dispose pas de la maîtrise foncière. Il est attendu qu'Orano informe l'inspection en temps réel de ce tracé et soit

en mesure de présenter ces démarches à la prochaine CSS.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : étude hydrogéologique

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 14/06/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, étude hydrogéologique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société Orano Mining, pour l'installation exploitée sur le territoire de la commune de Saint-Priest-la-Prugne, site des Bois Noirs du Limouzat, est mise en demeure de respecter sous 9 mois à compter de la réception du présent arrêté les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 49-DDPP-17 du 31 janvier 2017 susvisé.
<b>Constats :</b> L'étude hydrogéologique a été réceptionné par mail le 3 mai 2023 et par courrier le 12 mai 2023. Un projet d'arrêté portant astreinte financière avait été transmis à l'exploitant pour rappeler cette prescription ainsi que son échéancier. Considérant la bonne réception de cette étude, il n'a pas été donné suite au projet de sanctions administratives.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : dépôt du dossier d'autorisation environnementale

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/06/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, dépôt d'un dossier d'autorisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> ORANO déposera un dossier d'autorisation environnementale portant sur le réaménagement en couverture solide de son site des Bois Noirs Limouzat à Saint-Priest-La-Prugne sous 24 mois à compter de la notification du présent arrêté
<b>Constats :</b> A ce jour, Orano n'a pas déposé son dossier. Questionné sur son avancement, Orano a indiqué étudier la possibilité de proposer un tracé du détournement de la Besbre qui resterait sur les parcelles dont il dispose de la maîtrise foncière. Il est prévu un relevé topographique à l'automne pour confirmer cette possibilité. En revanche, il est probable que des parcelles situées à l'aval du barrage et ne lui appartenant pas soient nécessaires pour assurer la continuité écologique de la Besbre.
<b>Observations :</b> L'exploitant informera préalablement l'inspection de l'intervention du géomètre afin de pouvoir participer à cette étude du tracé de la Besbre. Concernant l'absence de maîtrise foncière à l'aval du barrage, il peut être étudié la possibilité de transiter par l'évacuateur de crue afin de permettre une couverture solide dans un premier temps sans assurer la continuité écologique dans un second temps.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : consultation des propriétaires

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/06/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, consultation des propriétaires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> ORANO justifiera sous 6 mois de ses démarches d'acquisition des parcelles nécessaires à son projet d'aménagement en transmettant une copie des courriers de consultation des propriétaires ainsi que les réponses des propriétaires le cas échéant.
<b>Constats :</b> Orano a transmis une copie des courriers à l'administration. Il ressort de cette consultation que peu de propriétaires ont répondu. Bien que cette absence de réponse puisse être interprétée comme un refus de vendre par les propriétaires, il ressort des échanges avec l'exploitant que certains propriétaires n'ont pas été consultés car Orano ne disposait pas de la liste de l'ensemble des propriétaires. Un nouveau courrier demandant à disposer de cette liste a été adressé par Orano à la mairie de St Priest La Prugne.
<b>Observations :</b> Dans le cas où les propriétaires ne donneraient pas suite à la proposition d'achat d'Orano, il ressort que cette acquisition des parcelles ne pourra se faire que par l'expropriation de ces parcelles justifiée par une déclaration d'utilité publique. Pour celle-ci, il est attendu que l'exploitant démontre qu'il n'existe pas une autre solution qui éviterait cette expropriation. C'est la raison pour laquelle, il est attendu que l'exploitant étudie un tracé de la Besbre qui évite les parcelles dont il ne dispose pas la maîtrise foncière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : prévention du risque de débordement

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/06/2022, article 6.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, débordement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose de moyens d'intervention propres (pompes, groupes électrogène...) pour empêcher le débordement du grand bassin dans l'évacuateur de crue sans traitement préalable de ses eaux par la station de traitement des eaux aux zéolithes. A cet effet, il dispose d'un dispositif permettant d'atteindre un débit maximal de pompage de 150 m3/h. Afin de maintenir une couverture radiologique suffisante, l'exploitant pilote la hauteur d'eau en fonction des prévisions météorologiques (pluviométrie et température) afin de limiter au maximum les émissions de radon liées aux résidus mais également d'éviter les débordements du grand bassin par surverse du déversoir. A cet effet, il maintient la cote du grand bassin entre les cotes définies dans les consignes de surveillance, d'auscultation et d'exploitation du barrage soumises à l'inspection des installations classées. L'exploitant dispose d'un dispositif mesurant la quantité d'eau du grand bassin rejetée au milieu naturel sans traitement lors d'un débordement du grand bassin sous 6 mois à compter du présent Arrêté.
<b>Constats :</b> Le registre a été consulté et il ressort qu'aucun débordement n'est survenu sur l'année 2022 ainsi que sur le premier semestre 2023. En terme de cumul, la pluviométrie sur 2022 s'élève à 958mm, ce qui est le plus faible cumul depuis les relevés.
<b>Observations :</b> La faible pluviométrie a conduit à une diminution du volume d'eau rejetée par la station de traitement zéolithe car sa durée de fonctionnement a été limitée sur cette année.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : bilan environnemental annuel

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/06/2022, article 2.8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bilan annuel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant adresse à la préfète, au plus tard le 30 juin de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente comportant au minimum une description des faits marquants survenus sur le site, l'ensemble des résultats de l'autosurveillance ainsi que les résultats de la Dose Efficace Annuelle Ajoutée (DEAA). L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de ce bilan annuel.
<b>Constats :</b> A la date du 30 juin 2023, l'exploitant n'a pas transmis le bilan annuel 2022. Une même remarque avait été formulée lors de l'inspection précédente. L'exploitant y avait répondu en indiquant que l'ensemble des résultats d'autosurveillance de l'année, de la dose efficace annuelle ajoutée et une description des faits marquants avaient été transmis et qu'il estimait pouvoir considérer que ces transmissions sont cloturées. Au titre de 2023, il ressort que les derniers résultats de l'autosurveillance sont ceux de mai à septembre 2022. Il manque la transmission du dernier trimestre 2022, l'estimation de la dose efficace ajoutée ainsi que la description des faits marquants. Il est attendu que l'exploitant transmette ces éléments sous un mois et respecte les échéances de son arrêté préfectoral.
<b>Observations :</b> Il serait utile que l'exploitant transmette son autosurveillance par voie électronique afin de diminuer les délais d'information de l'administration et présente sur un graphique le niveau d'eau du grand bassin de manière plus lisible avec les cotes de surverses du déversoir.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : mesures comparatives

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/06/2022, article 4.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bilan annuel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des mesures comparatives sont réalisées, par un organisme tiers agréé, selon la fréquence annuelle
<b>Constats :</b> Une demande similaire avait été formulée en 2022. L'exploitant avait indiqué que des analyses comparatives seraient effectuées d'ici fin 2022. Il est donc attendu que l'exploitant transmette le résultats de ces analyses et confirme également leur programmation et réalisation au titre de l'année 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : rejet dans le milieu naturel**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/06/2022, article 4.4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bilan annuel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Prescription contrôlée : 4.4.2.1 VLE pour les rejets en milieu naturel Les valeurs limites d'émission sont :  Rejet 1 : station de traitement des eaux d'exhaure de la mine  MES : 30 mg/l Radium 226 soluble : 0,37 Bq/l Radium 226 insoluble : 0,5 Bq/l Uranium soluble : 0,3 mg/l Uranium insoluble : 0,01 mg/l Fer : 5 mg/l Sulfate : 200 mg/l.  Rejet 2 : station zéolithe  MES : 30 mg/l Radium 226 soluble : 0,2 Bq/l Radium 226 insoluble : 1 Bq/l Uranium soluble : 0,1 mg/l Uranium insoluble : 0,01 mg/l.  L'exploitant proposera une révision de ces valeurs limites sous un an à compter de la notification du présent arrêté pour prendre en compte le retour d'expérience du fonctionnement et des performances de ses stations de traitement.
<b>Constats :</b> De janvier à septembre 2022, les analyses effectuées sur le rejet de station de traitement des eaux d'exhaure de la mine, il ressort des activités en radium 226 soluble comprises entre 0.1 et 0.36 Bq/l et une moyenne de 0.11 Bq/l. La teneur moyenne en uranium est de 0.063 mg/l. Les MES sont toutes inférieures au seuil de détection hormis au mois d'août où une concentration de 14 mg/l a été mesurée. Concernant la station zéolithe, la station présente une activité moyenne en radium 226 inférieure à 0.01 Bq/l, il est à noter 2 prélèvements durant la maintenance de la station le 26/8 et le 2/9 où des valeurs supérieures (max de 0.98 Bq/l) ont été relevées. Ce rejet correspond au test des pompes de relevage à cette période et non à un rejet d'abaissement du niveau du grand bassin. Le dépassement étant lié à la maintenance de la station Au total un volume de 110 000 m3 a été traité puis rejeté au milieu naturel par la station zéolithe sur les 9 premiers mois de l'année 2022. Il est attendu que l'exploitant complète son graphique sur la hauteur d'eau du grand bassin par la cote de débordement avec une échelle plus réduite afin de disposer d'un outil graphique pour s'assurer du respect de celle-ci. Par ailleurs, afin de disposer de ces résultats plus rapidement, l'inspection invite l'exploitant à transmettre son autosurveillance par voie électronique. Il est également attendu que l'exploitant se prononce sur une révision à la baisse de la VLE de radium soluble compte tenu des performances de la station zéolithe.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 8 : mesure de maîtrise des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/06/2022, article 7.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, mesures de maîtrise des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Orano Mining mettra en place une alarme en cas d'abaissement rapide du plan d'eau associée avant le 31 décembre 2022. Une procédure détaillant les mesures à prendre en cas de vidange sera jointe au document d'organisation visé à l'article 7.1.3 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Cette alarme a été testée, elle a pour objectif de détecter une rupture du barrage. La procédure prévoit une alerte de la SAUR. Lors du test, SAUR n'a reçu ou transmis cette information que plus de 15 mn après son déclenchement. L'objectif au delà de l'information de la SAUR serait d'informer les communes situées en aval du barrage. Aussi, il est attendu que l'exploitant améliore ce délai d'information afin que cette information parvienne aux communes avant que la montée des eaux n'impacte les communes en aval.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet